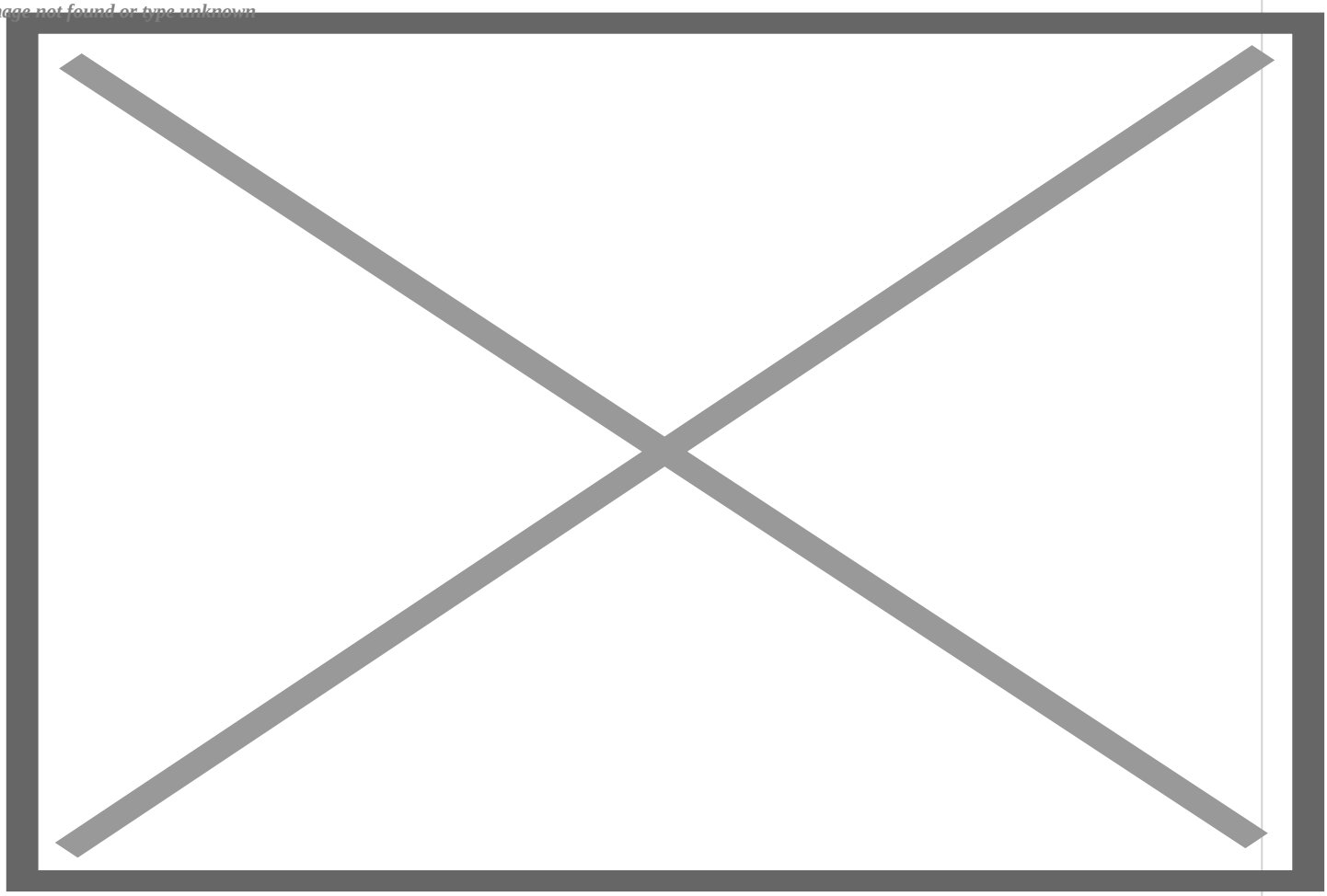
Brésil : l’on prétend accuser Bolsonaro devant des cours internationales

Image not found or type unknown



Brasilia, 6 juillet (RHC) Le président du Groupe Plus jamais la torture, Ariel de Castro Alves, a affirmé aujourd’hui qu’il soutient toutes les actions visant à la destitution du président brésilien, Jair Bolsonaro, ainsi que de le traduire devant des tribunaux internationaux.

Nous devons soutenir les initiatives qui visent, outre un procès politique, à amener le président au banc des accusés de la Cour pénale internationale (CPI), a déclaré De Castro Alves au portail Rede Brasil Atual.

Selon l'avocat, l'ancien militaire doit être jugé par la CPI, car le génocide est un crime contre l'humanité. 'Il a encouragé le génocide des Brésiliens, en particulier des personnes âgées et des pauvres, avec des dossiers comme la corruption et le négationnisme', a affirmé le juriste connu pour son travail dans les mouvements des droits humains, des enfants des rues et pour la défense des enfants et des adolescents.

Pour le professionnel, la gestion du gouvernement de Bolsonaro dans la pandémie de la Covid-19 a été préméditée et s'est davantage préoccupée des 'comptes publics' que de la vie des Brésiliens dont plus de 525 000 sont morts de Covid-19.

Il a notamment ajouté : 'les personnes âgées, les personnes handicapées, les bénéficiaires de la sécurité sociale et les pauvres'.

De Castro a regretté que le Brésil connaisse d'importantes régressions par rapport aux acquis démocratiques obtenus après la Constitution de 1988 et, en particulier, sous les gouvernements de Fernando Henrique Cardoso, Luiz Inácio Lula da Silva et Dilma Rousseff.

Il a affirmé qu'il existe au Brésil un exécutif dominé par des militaires, 'sans aucune transparence et qui ne respecte pas la liberté de la presse'.

Il a estimé que Bolsonaro 'offense et persécute les journalistes et les médias. Le gouvernement répand la haine et les fausses nouvelles à grande échelle', a-t-il souligné.

Sans oublier que, selon l'avocat, le dirigeant soutient et encourage les groupes putschistes, qui prônent l'intervention militaire, la fermeture du Congrès et de la Cour fédérale suprême.

Face à un tel scénario, le président du « Plus jamais la torture » n'a pas écarté le risque d'un coup d'État si Bolsonaro est battu aux élections de 2022.

Il a orchestré ça avec les Forces Armées Fédérales et la Police Militaire. Par conséquent, les institutions, les partis et les entités de la société civile doivent s'organiser et agir sur un front en défense de la démocratie et de la civilisation', a alerté.

Le Groupe « Plus jamais la torture », de Sao Paulo, a été créé en 1976, dans le but de lutter pour la démocratie, d'affronter et de dénoncer la dictature civile et militaire.

L'initiative a été prise par d'anciens prisonniers politiques et persécutés, ainsi que par des proches de personnes assassinées et disparues sous le régime militaire (1964-1985).

Source Prensa Latina

---

https://www.radiohc.cu/fr/noticias/internacionales/263042-bresil-lon-pretend-accuser-bolsonaro-devant-des-cours-internationales

Radio Habana Cuba